



Vendredi 3 mars 2017

## **Les grands titres:**

- Le Conseil de sécurité en visite dans la région du lac Tchad pour écouter les populations affectées par Boko Haram
- L'ONU appelle à une action urgente pour sauver des vies au Kenya et dans la Corne de l'Afrique confrontés à la sécheresse
- Syrie : après l'élaboration d'un agenda clair, l'ONU souhaite organiser de nouvelles discussions en mars
- Journée de la vie sauvage : l'ONU appelle à prendre en compte la voix des jeunes
- Un expert de l'ONU et des homologues s'inquiètent de la prévalence croissante des 'fausses informations'
- En Afrique de l'Ouest, le chef des affaires politiques focalise sa visite sur les transitions démocratiques au Burkina Faso et en Gambie
- Sri Lanka : les progrès en matière de justice et de réconciliation sont lents, selon un rapport de l'ONU
- Une experte de l'ONU se félicite de la condamnation de l'organisateur du meurtre d'une femme atteinte d'albinisme

## **Le Conseil de sécurité en visite dans la région du lac Tchad pour écouter les populations affectées par Boko Haram**



Des enfants et adultes réfugiés nigériens dans le camp de Minawao dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun.  
Photo: UNICEF / Andrew Esiebo

**3 mars** - Une délégation du Conseil de sécurité est arrivée jeudi au Cameroun, première étape d'une tournée dans quatre pays de la région du bassin du lac Tchad, qui est confrontée à la menace sécuritaire posée par le groupe Boko Haram et à une grave crise humanitaire.

La délégation est co-dirigée par le Royaume-Uni, qui occupe la Présidence du Conseil pour le mois de mars, et le Sénégal pour l'ensemble de cette tournée qui se rendra, après le Cameroun, au Tchad, puis au Niger et se terminera le 7 mars au Nigéria. La France co-dirige la délégation pour les étapes au Cameroun, au Tchad et au Niger.

Les membres du Conseil ont rencontré le Président camerounais Paul Biya et d'autres hauts responsables du gouvernement.

Vendredi, la délégation s'est rendue dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, où elle a rencontré des réfugiés originaires du Nigéria ainsi que des populations camerounaises déplacées. A Maroua, la capitale de cette région durement touchée par l'insécurité alimentaire, elle a été reçue par des chefs traditionnels et des maires, a précisé l'équipe pays de l'ONU au Cameroun sur son compte Twitter.



Le Représentant britannique auprès des Nations Unies, Matthew Rycroft a déclaré que le message de cette tournée est que le « bassin du lac Tchad ne sera plus une crise négligée », a indiqué la Mission britannique des Nations Unies sur son compte Twitter.

« Il est important pour le Conseil d'être au Cameroun. Non pour donner des leçons mais pour écouter les populations affectées par Boko Haram », a dit le Représentant permanent français auprès des Nations Unies, François Delattre, sur le compte Twitter de la Mission française auprès des Nations Unies. Selon la Mission française, la région du lac Tchad « n'a pas eu l'attention qu'elle méritait de la communauté internationale et le Conseil est là pour réparer cette erreur ».

La région du bassin du lac Tchad est confrontée à l'une des plus grandes crises humanitaire au monde avec 17 millions de personnes vivant dans les zones les plus touchées. Environ 11 millions d'entre elles ont besoin d'une assistance humanitaire d'urgence.

Le 24 février, lors de la Conférence humanitaire à Oslo, 14 bailleurs de fonds ont promis vendredi 672 millions de dollars pour financer l'assistance aux personnes de cette région dans le besoin.

## L'ONU appelle à une action urgente pour sauver des vies au Kenya et dans la Corne de l'Afrique confrontés à la sécheresse



Une famille dans le comté de Garissa, au Kenya, se rend au point d'eau le plus proche. Photo UNICEF/Kenya/2017/Serem

**3 mars** - En déplacement dans le nord du Kenya, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a appelé la communauté internationale à aider les communautés touchées par les conflits et la sécheresse au Kenya et dans la Corne de l'Afrique.

La sécheresse frappe la Corne de l'Afrique pour la troisième année consécutive. Elle provoque la soif et la faim, décime le bétail, détruit les moyens d'existence, répand les maladies et déclenche des mouvements de population à grande échelle.

Certaines des communautés les plus touchées vivent le long du triangle Mandera, où les frontières du Kenya, de la Somalie et de l'Ethiopie se rencontrent. Cette région a été témoin d'épidémies de chikungunya, de dengue, de choléra et de rougeole en 2016.

« La famine a refait surface au Soudan du Sud voisin, la Somalie est en danger pour la deuxième fois cette décennie, et plus de 2,7 millions de Kenyans sont en situation d'insécurité alimentaire aigue », a averti M. O'Brien qui a pu constater de ses propres yeux l'impact dévastateur de la sécheresse sur les communautés rurales dans les régions arides du nord du Kenya. « Les cultures ne produisent plus, les prix des aliments augmentent et les familles ont faim. Le spectre de la faim et de la maladie hante encore l'Afrique de l'Est. Nous devons mettre un terme à cela », a-t-il déclaré.

Le Secrétaire général adjoint s'est rendu dans le village éloigné de Bandarero à Moyale, dans le comté de Marsabit, où il s'est entretenu avec des familles confrontées à une insécurité alimentaire aigue. Nombre des personnes qu'il a rencontrées lui ont dit qu'elles avaient très peu accès à l'eau, que leur bétail avait péri et que leurs enfants avaient du mal à continuer à aller à l'école.

La moitié des 47 comtés du Kenya sont touchés par la sécheresse et le gouvernement a dû déclarer un état d'urgence nationale. La population souffrant d'insécurité alimentaire a plus que doublé - en moins d'un an - et environ 350.000 enfants, femmes enceintes et nouvelles mères souffrent de malnutrition aiguë.

Le Coordonnateur des secours d'urgence a visité plusieurs initiatives soutenues par les Nations Unies, le gouvernement du Kenya et le secteur privé, notamment des programmes de repas scolaires pour les enfants, de dépistage de la malnutrition, d'approvisionnement d'eau par camions, de transferts d'argent et de soutien au bétail.

Le gouvernement kenyan a promis de consacrer 99 millions de dollars pour soutenir les efforts nationaux de lutte contre la sécheresse et s'est engagé à renforcer la coopération régionale. Mais l'ampleur de la crise dépasse les capacités existantes. Selon les Nations Unies, plus de 2 milliards de dollars sont nécessaires pour l'aide humanitaire au Kenya, en Somalie et en Éthiopie en 2017.

« Je suis ici pour dire aux gens du Kenya que la communauté internationale est avec vous, et ensemble, nous traverserons ces temps difficiles. Nous devons agir dès le début, ensemble, maintenant », a déclaré M. O'Brien.

Lundi, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres doit se rendre au Kenya où il discutera de plusieurs questions régionales avec de hauts responsables du gouvernement. Il participera également aux célébrations de la Journée internationale des femmes dans la capitale kenyane et se rendra à l'Office des Nations Unies à Nairobi.

## Syrie : après l'élaboration d'un agenda clair, l'ONU souhaite organiser de nouvelles discussions en mars



L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, lors d'un point de presse à Genève, le 3 mars 2017. Photo ONU/Violaine Martin

**3 mars** - Les négociations inter-syriennes qui ont pris fin vendredi à Genève ont permis d'élaborer un « agenda clair » en quatre points, incluant les questions de gouvernance et la lutte contre le terrorisme, a indiqué l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, lors d'une conférence de presse où il a annoncé son intention d'organiser un 5e round de discussions dans le courant de ce mois de mars.

Au dernier jour de cette médiation sur la Syrie, M. Mistura a évoqué des discussions difficiles mais constructives, soulignant que les négociations ont porté sur des questions de procédures mais aussi de fond. A la fin de ce quatrième round des négociations inter-syriennes, le médiateur de l'ONU a noté qu'une barrière psychologique a été brisée à Genève. Même si ces pourparlers sont indirects, ces discussions de proximité ont avancé.

Selon l'Envoyé spécial, ces négociations ont permis d'élaborer un « agenda clair » décliné en quatre points. Les trois premiers volets concernent la gouvernance, la Constitution et l'organisation d'élections sous la supervision des Nations unies. Dans l'ensemble, la résolution 2254 adoptée par le Conseil de sécurité reste la feuille de route de ces négociations. A la demande de Damas, le quatrième volet est relatif à la lutte contre le terrorisme. Selon M. de Mistura, ces quatre questions seront discutées en parallèle.

L'Envoyé spécial a aussi indiqué que des progrès ont été réalisés sur la nécessité d'aboutir à une seule délégation de l'opposition lors des futures négociations inter-syriennes.

A cet égard, la principale délégation de l'opposition a noté que cette dernière série de pourparlers s'était terminée sans résultat tangible. Mais le Haut comité des négociations (HCN) s'est empressé d'ajouter un bilan « plus positif » que lors du précédent round de discussions. Selon le HCN, pour la première fois, des questions liées à la transition politique avaient été abordées de façon satisfaisante. Du côté de l'ONU, on rappelle que « l'objectif reste de mettre en place des négociations directes, mais il y a des moments durant lesquels il est plus efficace d'avoir des discussions indirectes ».

## Journée de la vie sauvage : l'ONU appelle à prendre en compte la voix des jeunes



Des éléphants dans la Réserve nationale Maasai Mara, au Kenya. Photo: UNEP GRID Arendal/Peter Prokosch

**3 mars** - A l'occasion de la Journée mondiale de la vie sauvage, plusieurs dirigeants du système des Nations Unies ont incité les jeunes à aborder les questions de la conservation de la faune et flore sauvages et les décideurs à tenir compte de leurs points de vue.

Célébrée chaque année le 3 mars, la Journée a cette année pour thème : « [Écoutons la voix des jeunes](#) ». Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), les jeunes (personnes âgées entre 10 et 24 ans) représente près d'un quart de la population mondiale. Toutefois, l'évolution des attitudes, des croyances et des comportements des jeunes vis-à-vis de l'environnement est préoccupante, suggérant une baisse de la

responsabilité individuelle chez eux en ce qui concerne la conservation des espèces sauvages et l'environnement dans son ensemble.

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé les jeunes à protéger leur patrimoine en restant informés et en agissant pour protéger les animaux et les plantes sauvages de la menace d'extinction. « L'application stricte des lois est importante, mais la prise de conscience l'est tout autant », a-t-il dit dans un message.

La Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina J. Mohammed, a pour sa part rappelé que la moitié des animaux et des plantes sauvages ont été perdus au cours des 40 dernières années, en raison de la perte d'habitat, du changement climatique, de la surexploitation, du braconnage et du trafic illicite. « Partout dans le monde, les jeunes jouent un rôle de plus en plus important en tant que consommateurs responsables et futurs leaders de la conservation pour inverser cette tendance », a souligné Mme Mohammed.

### *Hausse des crimes contre la vie sauvage*

Pour la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, les crimes à l'encontre de la vie sauvage sont plus élevés jour après jour et requièrent un nouvel engagement de tous pour les combattre et promouvoir la justice.

« Les jeunes femmes et les jeunes hommes ont un rôle particulier à jouer ici, en tant que décideurs du changement aujourd'hui et futurs gardiens », a déclaré la cheffe de l'UNESCO dans un message. « Nous devons les écouter et entretenir leur engagement, concevoir de nouvelles formes d'action pour conserver et protéger la faune sauvage sur la base de la solidarité ».

Mme Bokova a souligné que la communauté internationale doit aider les jeunes à relier le « local » et le « global » pour une conservation de la faune plus efficace à un moment où les gouvernements travaillent sans relâche pour faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur le climat. « Pour cela, nous avons besoin de la voix des jeunes. Nous avons besoin que les jeunes s'expriment, se donnent la main et collaborent à l'élaboration de nouveaux chemins vers le développement durable de manière à conserver la faune et à protéger la richesse partagée de la biodiversité », a-t-elle dit.

### *La préservation de la vie sauvage requiert un effort entre les générations*

Selon le Secrétaire général de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), John E. Scranton, la génération actuelle n'ayant pas encore réussi à assurer l'avenir de nombreux animaux et plantes sauvages, relever ce défi sera maintenant partagé avec la prochaine génération.

« Pour réussir, nous devons exploiter pleinement l'innovation et l'énergie de la jeunesse, et la combiner avec la sagesse qui

vient avec l'expérience, si nous voulons réaliser le changement que nous devons voir se produire », a déclaré M. Scranton.

Le chef de la CITES a souligné que les générations actuelles ont l'obligation de partager leurs connaissances de la conservation de la faune avec les jeunes générations, tout en les habitant et les encourageant à participer activement et à participer de manière créative. « L'investissement dans nos jeunes assurera la survie continue des animaux sauvages et des plantes et nous aidera dans la lutte contre le commerce illicite dévastateur de la faune », a-t-il dit.

Le Secrétaire exécutif de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), Bradnee Chambers, s'est fait l'écho de son collègue de la CITES estimant que l'implication des jeunes d'aujourd'hui est essentielle pour trouver des solutions aux problèmes environnementaux.

« Nous devons réfléchir sérieusement à la conservation des espèces pour les générations à venir », a déclaré le Secrétaire exécutif du traité intergouvernemental qui coordonne l'action mondiale pour la conservation de la faune migratrice mondiale.

M. Chambers a souligné que les idées des jeunes doivent être prises au sérieux et qu'il faut les encourager à s'attaquer aux problèmes environnementaux actuels. « Jeune ou vieux, nous pouvons tous faire une différence. Nous devrions travailler ensemble pour forger un avenir plus durable. Leur avenir est notre avenir », a-t-il conclu.

## Un expert de l'ONU et des homologues s'inquiètent de la prévalence croissante des 'fausses informations'



Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression, David Kaye. Photo : ONU / Jean-Marc Ferré

**3 mars** - Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, s'est joint à des homologues d'autres organisations pour dénoncer dans une déclaration commune la prévalence croissante des 'fausses informations' (fake news) dans les médias traditionnels et les médias sociaux, alimentée à la fois par les Etats et les acteurs non-étatiques.

« Les 'fausses informations' sont devenues un sujet de préoccupation mondiale et il existe un risque que les efforts pour y remédier puissent conduire à la censure, à la suppression de la pensée critique et à d'autres approches contraires aux droits de l'homme. Dans cette déclaration conjointe, nous identifions les principes généraux qui devraient s'appliquer à tout effort pour traiter ces questions », a dit M. Kaye dans un communiqué de presse.

La « Déclaration conjointe sur la liberté d'expression et les 'fausses informations', la désinformation et la propagande » a été adoptée à Vienne par M. Kaye, ainsi que par le Représentant sur la liberté des médias de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression de l'Organisation des États américains (OEA) et le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP).

Dans ce texte, les signataires prennent note de « la prévalence croissante de la désinformation (parfois appelée 'fausse information') et de la propagande dans les médias traditionnels et sociaux, alimentés à la fois par les États et les acteurs non étatiques ».

Ils se disent « alarmés par le fait que les autorités publiques dénigrent, intimident et menacent les médias, notamment en affirmant que les médias sont 'l'opposition' ou 'mentent' et ont un programme politique caché, ce qui augmente le risque de menaces et de violence contre les journalistes, fragilise la confiance du public dans le journalisme en tant que 'garde-fou' et peut tromper le public en brouillant les frontières entre la désinformation et les produits de médias contenant des faits indépendamment vérifiables ».

Selon M. Kaye et ses homologues, « les acteurs étatiques ne devraient pas faire, parrainer, encourager ou propager des déclarations qu'ils savent, ou devraient raisonnablement savoir, être fausses (désinformation) ou qui démontrent un mépris pour l'information vérifiable (propagande) ».

« Les acteurs étatiques devraient veiller, conformément à leurs obligations juridiques nationales et internationales et à leurs obligations publiques, à diffuser des informations fiables et dignes de confiance, notamment sur des questions d'intérêt public telles que l'économie, la santé publique, la sécurité et l'environnement », ont-ils ajouté.

Enfin, selon ces experts, « les États ont l'obligation positive de promouvoir un environnement de communication libre, indépendant et diversifié, notamment la diversité des médias, qui est un moyen essentiel de lutter contre la désinformation et la propagande ».

## En Afrique de l'Ouest, le chef des affaires politiques focalise sa visite sur les transitions démocratiques au Burkina Faso et en Gambie



Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman (archives). Photo ONU/Devra Berkowitz

**3 mars** - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a achevé jeudi une tournée d'une semaine dans six pays d'Afrique de l'Ouest, centrée sur les transitions démocratiques au Burkina Faso et en Gambie, ainsi que sur l'impasse politique actuelle en Guinée-Bissau.

A Ouagadougou, au Burkina Faso, M. Feltman, qui était accompagné tout au long de sa tournée par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas, a rencontré le Président Roch Marc Christian Kaboré, l'équipe pays des Nations Unies et des partenaires internationaux pour discuter de la situation dans ce pays après la mise en échec d'une tentative de coup d'Etat il y a plus d'un an, a précisé

le porte-parole du Secrétaire général dans un compte-rendu à la presse.

Le Burkina Faso a élaboré un plan national de développement économique et social, et les partenaires internationaux ont organisé avec succès une conférence de bailleurs de fonds en décembre dernier à Paris.

M. Feltman a souligné que les priorités immédiates comprenaient le décaissement rapide des engagements pris lors de la conférence de Paris, la lutte contre les menaces sécuritaires posées par les groupes terroristes, les attentes du peuple burkinabé en matière de justice et le processus de réconciliation nationale. Il a assuré les autorités de l'appui des Nations Unies, y compris par la mise en œuvre d'une initiative de consolidation de la paix des Nations Unies dans le pays.

À Banjul, en Gambie, le Secrétaire général adjoint a rencontré le nouveau Président Adama Barrow, des groupes de la société civile, la Commission électorale indépendante (CEI) et l'équipe pays des Nations Unies. Il a félicité les Gambiens pour leur détermination à parvenir à une transition pacifique et à transcender les intérêts individuels au profit du pays.

En ce qui concerne les élections législatives prévues pour le 6 avril, il a offert le soutien de l'ONU dans le domaine de l'éducation des électeurs. Il a convenu avec ses interlocuteurs gambiens et internationaux de l'importance cruciale d'élaborer rapidement une vision stratégique et un plan pour faire avancer le pays.

Le chef des affaires politiques des Nations Unies s'est aussi rendu au Libéria, en Sierra Leone, en Guinée et au Sénégal. Lors de ses rencontres avec la Présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf, le Président sierra-léonais, Ernest Bai Koroma, le Président guinéen Alpha Condé et le Président sénégalais Macky Sall, il a discuté du soutien de l'ONU à la Gambie et de la situation en Guinée-Bissau.

Les chefs d'Etat, M. Feltman et M. Chambas ont réaffirmé l'importance d'intensifier les efforts pour surmonter la crise politique et institutionnelle en Guinée-Bissau conformément à l'Accord de Conakry, a conclu le porte-parole du Secrétaire général.

## Sri Lanka : les progrès en matière de justice et de réconciliation sont lents, selon un rapport de l'ONU



Vijitha Pavanendran tient une photo de son mari qui a été tué par des assaillants inconnus durant de la guerre civile au Sri Lanka. Photo: Amantha Perera / IRIN

**3 mars** - La lenteur de la justice transitionnelle et l'absence d'une stratégie visant à poursuivre les responsables des crimes commis par le passé au Sri Lanka risquent de faire échouer le retour vers la paix, la réconciliation et la stabilité, selon un rapport publié vendredi par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

Le rapport souligne qu'il y a eu des progrès positifs en matière de droits de l'homme et de réforme constitutionnelle mais que les structures mises en place et les mesures prises ne sont pas suffisantes pour assurer des progrès réels.

En mai 2009, après 26 ans de conflit, l'armée sri lankaise a vaincu l'insurrection des Tigres tamouls qui cherchaient à créer un Etat tamoul indépendant dans le nord et l'est du Sri Lanka.

Le rapport, mandaté par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour évaluer les progrès accomplis après les violations graves commises au Sri Lanka entre 2002 et 2011, salue l'engagement constructif du gouvernement sri lankais avec les organismes des droits de l'homme des Nations Unies. Il reconnaît également certaines avancées en matière de réformes constitutionnelles, sur des questions cruciales telles que la restitution des terres et des gestes symboliques vers la réconciliation, ainsi que des réformes juridiques et le projet d'un Bureau des personnes disparues.

Toutefois, le rapport note que les structures mises en place et les mesures prises jusqu'à présent sont insuffisantes, manquent de coordination et d'un sentiment d'urgence. Il note également une réticence à aborder des questions difficiles en matière de responsabilité ou à articuler clairement une position unique pour l'ensemble du gouvernement.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a souligné que les gains durement acquis pourraient s'avérer illusoire s'ils ne le sont pas liés à une stratégie complète et solide.

« Il y a dix-sept mois, lorsque nous avons publié un rapport détaillé sur les graves violations des droits de l'homme commises pendant le conflit au Sri Lanka, j'ai exhorté le gouvernement et tout le peuple du Sri Lanka à ne pas se disperser », a déclaré M. Zeid. « J'exhorte le gouvernement et le peuple du Sri Lanka à accorder la priorité à la justice et à la réconciliation pour faire en sorte que les horreurs du passé ne se reproduisent jamais ».

Le rapport formule un certain nombre de recommandations concrètes, notamment en invitant le gouvernement à adopter le rapport du Groupe de travail sur les consultations, à formuler une campagne de communication pour informer le public sur les détails du programme de réconciliation, à inviter le HCDH à établir une présence au Sri Lanka, à accorder la plus haute priorité à la restitution de toutes les terres privées occupées par les militaires et à adopter une loi établissant un tribunal hybride.

Le rapport souligne également qu'un certain nombre de violations graves des droits de l'homme continueraient à se produire au Sri Lanka, notamment le harcèlement ou la surveillance des défenseurs des droits de l'homme et des victimes de violations, les abus et l'usage excessif de la force par la police et le recours à la torture.

« Les autorités à tous les niveaux, du chef de l'État aux responsables militaires, policiers, de renseignement et au niveau local, doivent publiquement donner des instructions sans équivoque à toutes les branches de l'armée, du renseignement et de la police selon lesquelles la torture, la violence sexuelle et les autres violations des droits de l'homme sont formellement interdites et seront punies », a dit M. Zeid. « Ces violations doivent être rapidement faire l'objet d'enquêtes. Ceci est essentiel pour que tous les Sri Lankais retrouvent et conservent leur confiance dans les autorités et pour les rassurer sur le fait que l'Etat existe pour protéger les droits de tout le monde ».

## Une experte de l'ONU se félicite de la condamnation de l'organisateur du meurtre d'une femme atteinte d'albinisme



Une femme tient dans ses bras un enfant atteint d'albinisme à Goma, en République démocratique du Congo, en 2007. Photo ONU/Marie Frechon

**3 mars** - Une experte des droits de l'homme des Nations Unies a accueilli avec satisfaction la condamnation le 23 février 2017 par la justice sud-africaine d'un homme qui a organisé le meurtre et le démembrement d'une femme atteinte d'albinisme.

La victime âgée de 20 ans avait été kidnappée en août 2015 dans un village de la région du Kwa-Zulu Natal et retrouvée morte plus tard. Des parties de son corps ont été utilisées lors d'une forme de médecine traditionnelle ou de rituel de sorcellerie, visant à produire de la richesse pour les clients de l'organisateur.

« Trop souvent, seuls les intermédiaires et les personnes embauchées sont arrêtés ou poursuivis. Cette sentence de la Haute Cour d'Afrique du Sud est particulièrement importante car elle condamne l'homme qui a organisé et recruté des personnes pour ce crime », a déclaré l'Experte indépendante des Nations Unies sur la jouissance des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme, Ikponwosa Ero, dans un communiqué de presse.

L'organisateur a plaidé coupable de meurtre prémédité. Il avait offert d'importantes sommes d'argent aux deux autres personnes qu'il avait recrutées en échange des parties du corps demandées. L'une des personnes recrutées avait été choisie parce qu'elle était en relation avec la victime et pouvait donc facilement la conduire au lieu de l'attaque.

L'enquête a montré que l'organisateur était un guérisseur traditionnel. Il était aussi le chef d'une église fréquentée par l'une des personnes recrutées. Il avait ordonné à ses complices de suivre un rituel pour tuer la femme et récupérer les parties du corps demandées.

« Ces affaires sont fondamentales pour comprendre les tendances et les causes profondes des attaques contre les personnes atteintes d'albinisme », a déclaré Mme Ero. « Cette affaire confirme les tendances signalées, telles que l'implication directe de certains guérisseurs traditionnels, la croyance et la pratique de la sorcellerie, ainsi que l'implication de personnes qui ont une relation avec la victime ».